

J. Mossuz-Lavau, et M. Sineau, *Les femmes françaises en 1978, insertion sociale, insertion politique*, Paris, rapport pour le CORDES, mars 1980.

J. Mossuz-Lavau, et M. Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF, 1983.

Marie-Blanche Tahon

Number 5, Winter 1984

Femmes et pouvoir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040452ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040452ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tahon, M.-B. (1984). Review of [J. Mossuz-Lavau, et M. Sineau, *Les femmes françaises en 1978, insertion sociale, insertion politique*, Paris, rapport pour le CORDES, mars 1980. / J. Mossuz-Lavau, et M. Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF, 1983.] *Politique*, (5), 140–146.
<https://doi.org/10.7202/040452ar>

J. MOSSUZ-LAVAU, et M. SINEAU, *Les femmes françaises en 1978, insertion sociale, insertion politique*, Paris, rapport pour le CORDES, mars 1980 et *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF, 1983.

Que l'on se rassure, il ne s'agit pas ici de deux recensions! Après avoir fait celle du rapport, j'ai été invitée à l'actualiser en me référant au livre qui en est sorti. Finalement, il ne s'agira sans doute de la recension ni de l'un ni de l'autre... Malgré son aspect fastidieux, cette lecture double est encourageante sur un point: elle démontre que l'habillage bibliographique d'un texte l'enrichit plus que proportionnellement à l'effort de temps investi.

Selon ses auteures, «l'objet de ce livre est d'étudier et d'expliquer, à partir d'une enquête réalisée en juin 1978, les différences qui existent entre les attitudes politiques, culturelles et religieuses des Françaises et celles des Français» (p. 7). Je ne discuterai pas l'ambition ainsi affirmée au regard du questionnaire appliqué tel qu'il est présenté dans le rapport. On pourra toujours me rétorquer que des lectures postérieures sur ces sujets peuvent étoffer la matrice de l'enquête. Soit. Il me paraît par contre plus intéressant de discuter le fait que les auteures se demandant si «une telle analyse peut-elle être neutre?» (p. 23) répondent que «pour apprécier nos résultats, il nous est difficile de ne pas nous référer à l'évolution

récente de la population féminine, à son intérêt grandissant pour la vie politique, à sa tendance croissante à se situer à gauche. Il nous est malaisé également de ne pas tenir compte de ce que le libéralisme culturel est mieux accepté aujourd'hui qu'hier par les Français, de ce que l'on cantonne de moins en moins l'homme et la femme dans des rôles propres et figés. Peut-on tenir rigueur aux auteures de ne pas juger cette évolution globalement négative?» (p. 24). Le surmoi-progrès m'en garde bien. Pourtant, je voudrais orienter la présentation de cette recherche — elle ne sera décidément pas neutre! — non sur la question de savoir si son analyse est ou non neutre, je ne comprends la pertinence de cette question, mais sur le fait qu'elle prend parti *politiquement* en tentant de démontrer que «le changement politique des femmes» ne doit pas être expliqué à partir des mouvements et des actions des femmes en tant que telles mais à partir d'une évolution globale de la société qui amène de plus en plus de femmes à travailler à l'extérieur du foyer et à étudier de plus en plus longuement. Ce faisant, les femmes rejoignent ou au moins se rapprochent des hommes. De plus, en France, où les dernières élections se jouent généralement depuis quelques années à 49/51, les femmes constituent un enjeu électoral puisqu'elles représentent 52% des électeurs. Les partis et le gouvernement sont dès lors «naturellement» amenés à prendre en compte leurs revendications «privées». Ces considérations ne sont certes pas fausses. Elles ne sont pas non plus «neutres». Elles ont pour finalité de faire passer l'idée que «celles qui veulent le plus changer la condition féminine s'identifient au camp qui, plus globalement, veut changer la société, à la gauche donc, plutôt qu'au mouvement féministe» (p. 76). La philosophie du progrès mise en œuvre dans l'ensemble de la problématique tronçonne ainsi l'histoire récente des femmes: «la «stratégie du ghetto» s'imposait sans conteste dans la décennie précédente pour que puissent s'affirmer et se développer les idées féministes, pour que puissent s'exprimer les femmes, pour que soient acceptées par la société

des revendications et des initiatives indispensables. Elle correspondait à une phase inévitable. Mais elle semble avoir vécu: à l'instar des études historiques «au féminin» qui constituent, de l'avis même d'auteurs féministes, «le préalable nécessaire à l'entrée dans la science...», à l'avènement, par là, d'une véritable «nouvelle histoire»¹, elle marquait une étape, avant l'entrée sur le terrain politique, là où se prend le pouvoir de transformer véritablement les choses» (p. 76)... Précisons bien que Massuz-Lavau et Sineau ne donnent jamais prise dans leur livre à la critique d'être des féministes repenties!

La meilleure «preuve» de ce jugement est fournie dans l'introduction quand les auteures écrivent: «ce sont précisément les femmes dont la sensibilité féministe est la plus marquée qui se soucient le plus de la vie politique de leur pays et sont les plus disposées à agir selon les schémas habituellement considérés comme masculins. Prenons quelques exemples dans l'enquête qui nous fournit pour une large part la matière première de ce livre. Les femmes sont très peu nombreuses à se référer aux mouvements féministes institués² mais, parmi la très petite minorité (moins de 10%) qui se déclare «tout à fait favorable à leur action», 62% jugeraient «très grave» une éventuelle suppression des partis poli-

1. Référence à J. Wallach Scott et à Arlette Farge. Je cite intégralement. Il me paraît indubitable que Mossuz-Lavau et Sineau jouent sur le mot *préalable* en ne lui donnant que son sens chronologique... ce qui n'est pas précisément la démarche de la «nouvelle histoire».

2. Une seule question ainsi formulée: «Êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposée ou très opposée à l'action des mouvements féministes (MLF, Choisir, etc.)

— très favorable	1
— plutôt favorable	2
— plutôt opposée	3
— très opposée	4
— sans opinion, ça m'est indifférent	5
— ça dépend des mouvements	6»

Je n'ai remarqué, ni dans le rapport ni dans le livre, une quelconque référence à la 6^e possibilité.

tiques contre 30% de celles qui se disent «tout à fait opposées» à ces mouvements. De même, parmi celles qui pensent que l'homme et la femme doivent, indifféremment, assurer les soins requis par les jeunes enfants³, 43% jugeraient «très grave» une éventuelle suppression du droit de grève contre 21% seulement de celles qui réservent ces soins à la seule mère». De ces quelques banalités assénées sans référence aucune notamment à l'insertion professionnelle des femmes concernées⁴ et de ces pourcentages incomplètement fournis et qui, en l'occurrence ici mais ce n'est pas le seul cas, ne peuvent être tenus pour déterminants⁵, les auteures concluent péremptoirement: «ainsi, dans l'opinion publique féministe, le désir de mixité des tâches va de pair avec une solide adhésion à la culture politique «dominante», dans sa forme dite

3. La question se formule ainsi:

«Voici un certain nombre de tâches liées à la vie familiale: pour chacune d'entre elles (!), pouvez-vous me dire si, à votre avis, il vaut mieux que ce soit la femme qui s'en occupe, ou il vaut mieux que ce soit l'homme ou bien les deux? (lire les item un à un)(!)»

	L'homme	La femme	Les deux	Sans opinion
● la vaisselle	1	2	3	4
● les soins aux jeunes enfants	1	2	3	

Une autre question se veut avoir trait à la répartition des tâches. Elle est ainsi libellée: «Comment se répartissent (ou se répartissaient) le travail domestique et un certain nombre de tâches liées à la vie familiale entre vous et votre conjoint?

— je fais tout moi-même	1
— il (elle) m'aide de temps en temps	2
— il (elle) en fait autant que moi	3
— l'essentiel est fait par une aide ménagère	4
(employée de maison, femme de ménage, etc.)	5
— sans réponse	6
— elle (il) fait tout	7
— je l'aide de temps en temps, elle (il) en fait plus que moi.	8

4. Il faut attendre le chapitre 6 du livre qui en compte 8 pour que cette variable soit prise en considération comme telle...

5. L'enquête touche 1398 femmes. Moins de 140 seraient donc très favorables à l'action des mouvements féministes. Parmi celles-ci, moins de 86 seraient aussi très opposées à la suppression des partis politiques... contre 44 qui ne le seraient pas...

masculine» (p. 16-17)⁶ ... Un exemple parmi d'autres. Non, cette analyse n'est pas neutre. Mais s'agit-il d'une analyse?

Sans doute, à certains égards, puisqu'elle fait preuve d'une cohérence interne incontestable. Les auteures en fournissent elles-mêmes la clé: «Nous retenons une définition empirique de la politisation, construite à partir de l'observation des écarts et des ressemblances entre les réponses données par les actifs, actives, ex-actives et femmes au foyer aux questions de l'enquête. Nous distinguons des niveaux qui correspondent, le premier, à ce qui, de la politique, est également accepté par tous les Français, indépendamment de leur sexe et de leur affectation (travail ou foyer), le dernier, à ce qui n'est plus pris en charge que par un seul groupe, les hommes actifs. Est ainsi dessinée une sorte de pyramide dont la base figure la politique de tout le monde, la politique de ceux et celles qui travaillent (ou ont travaillé), le sommet enfin, la politique dans laquelle se reconnaissent surtout les hommes et à laquelle même les femmes actives se montrent moins attentives» (p. 30). Cela dit, c'est le sommet qui sert de norme. À tout propos, le comportement des femmes est ramené, et étiqueté à la baisse, à celui des hommes. De plus un continuum est établi parmi les femmes: de celles qui sont les plus éloignées des hommes (les «vraies» femmes au foyer) à celles qui en sont les plus proches (les actives). Mais même parmi celles-ci, «il faut admettre que, sauf exceptions très rares, les actives ne sont pas toutes en possession du code politique que manient les hommes, elles ne maîtrisent pas toutes les règles du jeu politique, elles n'ont pas le même «savoir» qu'eux» (p. 47)⁷. D'où, il s'ensuit que *«sans vouloir ériger*

6. On aura remarqué qu'aucune donnée n'est fournie pour justifier le fait que les hommes interrogés feraient preuve d'«une solide adhésion à la culture politique «dominante»». Ce n'est pas le propos du livre, il est vrai.

Que l'on ne se méprenne pas: les guillemets à dominante et l'utilisation de «dite» devant masculine ne signifient pas une prise de distance par rapport au discours énoncé mais se veulent dérision du point de vue de certaines «féministes».

7. Encore une fois, on ne peut que faire ressortir la prétention du livre: quelles sont les questions — toutes fermées — qui permettent de telles affirmations?

les comportements masculins en «modèle», à imiter sous peine de ne pas connaître un réel accomplissement politique, on se doit de constater que les actives occupent une place intermédiaire entre les autres femmes et les hommes, que leur comportement n'est plus celui des premières, pas encore celui des seconds, ou est, si l'on préfère (?), à l'heure actuelle, irréductible à celui des inactives comme à celui des actifs. Tout se passe comme si elles se trouvaient dans une situation de transition, à défaut peut-être d'avoir une identité politique différente...» (p. 47, je souligne). Je renvoie celles et ceux qui penseraient que je me plais à épingler certains passages du livre au rapport pour le Cordes dont le langage est moins sophistiqué: «l'exercice d'une activité professionnelle ne s'accompagne pas toujours de l'acquisition d'un sens politique et social. La meilleure preuve en est que les femmes actives ou ex-actives ne se comportent pas exactement en politique comme la population active masculine».

Comme l'image de la pyramide, au sommet de laquelle se trouvent les hommes, le suggérait, les auteures postulent que les femmes ne sont pas toutes *contemporains*. Elles sont toutes en retard par rapport aux hommes mais certaines sont encore plus en retard: celles qui restent au foyer. Celles-ci se caractérisent par «l'apolitisme et le conservatisme» (p. 139).

Cela dit, il n'en demeure pas moins que des éléments intéressants traversent le livre. Ainsi, si les différences d'opinions entre «ex-actives» et «vraies femmes au foyer» pouvaient être dépouillées de leur gangue de parti-pris par rapport à l'épicentre masculin, elles pourraient donner lieu à des hypothèses stimulantes. Par ailleurs, des éléments pour expliquer l'attrance proportionnellement plus grande du PC que du PS méritent d'être approfondis. La prise en compte du facteur religieux est certes pertinente mais là encore les a priori et la relative superficialité des questions ne permettent pas d'en retirer une vision constructive pour la compréhension.

En conclusion, ce livre s'inscrit dans la tradition des études françaises de science politique sur l'électorat féminin. Il les actualise. Il a l'avantage de paraître en 1983 et donc de pouvoir disposer d'une bibliographie intéressante même si les références qui y sont faites sont souvent discutables. Son intérêt le plus grand est pourtant incontestablement d'attirer l'attention sur les avatars d'un féminisme égalitariste (dont les auteures ne se revendiquent pas comme tel) qui ne peut parvenir à se dégager des pièges de l'idéologie révolutionnaire bourgeoise. Je vous propose plutôt de lire *Elles, les autres* de Rossanda (Paris, ed. des femmes, 1983).

Marie-Blanche TAHON
chargée de cours, UQAM.